



Arrêté temporaire n° 2026-724
Portant réglementation de la circulation et du stationnement

SIX ZONES D'INTERVENTIONS

Monsieur le Maire,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,

VU l'arrêté municipal n°2026-304 en date du 07/04/2026 portant délégation de fonctions et de signatures attribué à Madame Marlène FAUVEL,

VU la demande en date du 16/09/2026 émise par la Société CIRCET et ses sous-traitants demeurant Rue Nicephore Niepce - 14120 MONDEVILLE représentée par Monsieur Kévin GRANDIN aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation et du stationnement,

CONSIDÉRANT que des travaux sur réseaux ou ouvrages de fibre optique rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation et du stationnement, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 12/10/2026 au 11/11/2026, de 8 heures à 18 heures, BOULEVARD CHARLES V, PLACE AUGUSTIN NORMAND, RUELLE DE LA PETITE SIRENE, RUE HAUTE, RUE DU TROU MIARD, PARKING SAINTE-CATHERINE,

ARRÊTE

Article 1

A compter du 12/10/2026 et jusqu'au 11/11/2026, entre 8 heures et 18 heures, la chaussée est rétrécie et le stationnement des véhicules est interdit sur les lieux des travaux, BOULEVARD CHARLES V, PLACE AUGUSTIN NORMAND, RUELLE DE LA PETITE SIRENE, RUE HAUTE, RUE DU TROU MIARD, PARKING SAINTE-CATHERINE.

Ces interventions nécessitent de prendre les dispositions suivantes :

La circulation des véhicules est alternée manuellement voire interdite et déviée ponctuellement dans les rues concernées par ces travaux.

Les piétons sont amenés à emprunter le trottoir d'en face selon les lieux des interventions.

Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux, véhicules de police et véhicules de secours.

Article 2

L'affichage de cet arrêté municipal, les barrières, la circulation des véhicules alternée manuellement, les déviations ainsi que les signalisations réglementaires conformes aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sont mises en place par le demandeur, la Société CIRCET et ses sous-traitants.

Article 3

Une information auprès des riverains au sujet de ces travaux sera mise place par la Société CIRCET et ses sous-traitants, 3 jours au préalable.

Article 4

Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Commandant de Police, Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie, Madame et Messieurs les Responsables des Services Techniques Municipaux et du Centre de Secours, à la Police Municipale et à l'Entreprise intervenante, chargés chacun en ce qui le concerne de son exécution.

Article 5

De l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Honfleur, le 23 Septembre 2026
Pour le Maire,
L'Adjointe à la Circulation et au Stationnement,

Marlène FAUVEL



DIFFUSION :

- Société CIRCET et ses sous-traitants.
- Adjointe à la Circulation et au Stationnement, Direction des Services Techniques et Centre Technique Municipal, Service voirie de la Mairie de Honfleur.
- Police Nationale, Police Municipale, Gendarmerie, SDIS, SIVOM, CCPHB.

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.